Luxembourg, le 12 décembre 2022

Objet : Projet de loi n°8098¹ instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés. (6226MLE)

*Saisine : Ministre de l'Énergie
(16 novembre 2022)*

Avis de la Chambre de Commerce

Le projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») a pour objet de réduire de 35% le prix de vente final des granulés de bois pour les clients privés avec une réduction maximale de 200 euros par tonne, durant toute l'année 2023. Cette mesure est prévue dans l'Accord tripartite du 28 septembre 2022, afin d'atténuer la hausse considérable du prix de cette source d'énergie.

En bref

- La Chambre de Commerce salue l'introduction d'une contribution étatique permettant aux utilisateurs de pellets de bénéficier d'une réduction des prix de vente, qui ont très fortement augmenté ces derniers mois.
- Elle insiste toutefois sur le fait de veiller à la mise en place de dispositions techniques sécurisées et appropriées afin de garantir la confidentialité des données, parfois, en outre sensibles, que les fournisseurs de pellets doivent fournir au Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Considérations générales

Ce que prévoit l'Accord tripartite

Dans le cadre des « aides supplémentaires pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique », l'Accord tripartite du 28 septembre 2022 prévoit que le Gouvernement mette en place « *une mesure pour atténuer les hausses des prix de pellets pour les ménages qui se chauffent avec cette source d'énergie. Les prix des pellets connaissent une envolée des prix en raison de la demande élevée de pellets et la rareté des énergies fossiles. Le prix des pellets a doublé, voire triplé au cours des derniers mois (passant de 200-250€ à 500-600€/tonne).* »

¹ [Lien vers le projet de loi sur le site de la Chambre des Députés](#)

Concernant les modalités de la contribution étatique introduite par le Projet

Suite à la décision prise dans le cadre de l'Accord tripartite du 28 septembre 2022, le Projet introduit une contribution étatique temporaire visant à réduire de 35% le prix de vente final des granulés de bois (pellets) pour les ménages privés, avec une réduction maximale de 200 euros par tonne, toutes taxes comprises, et ce dans la limite de 5 tonnes par livraison pour les habitations d'une seule unité, et de 10 tonnes par livraison pour les habitations de plus d'une unité. Le Projet prévoit que cette contribution étatique s'applique entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023 (article 2).

Les fournisseurs de pellets doivent obligatoirement, dans le mois suivant l'entrée en vigueur du Projet, envoyer une demande d'inscription au registre des fournisseurs éligibles à une compensation financière spécialement mis en place dans le cadre de cette dernière. Les fournisseurs devront y renseigner des informations relatives à l'entreprise, mais également à la quantité de pellets livrée durant les mois de janvier à juin 2022. Les noms et adresses des fournisseurs inscrits seront ensuite publiés (article 3).

Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions procède dès lors au paiement des avances mensuelles pour les deux premières tranches² de la contribution étatique en se basant sur les déclarations des fournisseurs des quantités vendues entre janvier et juin 2022. Ces avances correspondent à 200 euros par tonne appliqué à 90% de cette quantité (article 4).

Les fournisseurs ont l'obligation de renseigner sur leurs factures, la quantité de pellets vendue, le prix de vente, le montant de la réduction de prix appliquée, le prix final après application de la réduction, les informations relatives à l'entreprise et au client (article 5).

Par le biais d'un formulaire et décompte intermédiaire, les fournisseurs doivent ensuite indiquer au Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions les ventes réalisées lors des deux premières périodes (janvier à mars 2023, et avril à juin 2023), les réductions de prix appliquées pour chaque période, le montant total des réductions de prix appliquées, ainsi que les quantités de pellets vendues entre juillet et décembre 2022 afin de déterminer l'avance à payer pour le versement des 3^{ème} et 4^{ème} tranches³ (article 6).

Etant donné le caractère parfois hautement sensible et confidentiel des données que les fournisseurs doivent indiquer lors de l'enregistrement sur le registre en question, la Chambre de Commerce met en garde qu'il est essentiel que toutes les dispositions techniques appropriées soient prises et mises en place pour garantir leur confidentialité.

Concernant la fiche financière du Projet

Bien que la fiche financière du Projet sous avis indique que la mesure proposée ne soit pas susceptible de grever directement le budget de l'État, les dépenses totales engendrées par le Projet en 2023 sont estimées à **6,4 millions d'euros**, imputées au Fonds climat et énergie.

Cet impact financier se reflètera « *au niveau de la **loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat**, sous forme de participations financières directes au bénéfice des fournisseurs de pellets* », étant donné que selon l'article 2, point (1) du Projet, « [l]'**État accorde, dans les limites des fonds disponibles et dans les conditions prévues au chapitre 3 de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat ainsi que celles développées ci-après, une participation financière directe à l'approvisionnement en granulés de bois en vrac pour le chauffage primaire des bâtiments**

² Ces avances sont versées au fournisseur dans les 3 semaines après la notification d'acceptation de la demande d'inscription au registre pour la 1^{ère} tranche, et au 1^{er} avril 2023 pour la 2^{ème} tranche.

³ Ces avances sont versées au 1^{er} juillet 2023 pour la 3^{ème} tranche, et au 1^{er} octobre pour la 4^{ème} tranche.

comprenant au moins une unité d'habitation situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. »

* * *

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce peut approuver le projet de loi sous avis, sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

MLE/DJI